

Mobeste Boukadia démembre et met à nu le mécanisme de l'Initiative PPTE

Membre d'un Club Etude et Analyse Economique, Modeste Boukadia connu au Congo comme homme politique, est spécialiste de la finance internationale et de la macro économie. Les réflexions sur le rôle des banques centrales, entre autres. Bref, les circuits de ce qu'on appelle la haute finance internationale et la circulation de la monnaie lui sont familiers d'où son analyse et sa vision macro-économique de la situation de notre pays dont le point central est la mise en place de notre marché intérieur qui est la solution à nos malheurs. Modeste Boukadia fut candidat à la présidence avortée de 1997 et à celle de 2009 dont il s'était désisté.

PROPOS RECEULLIS
PAR P'tit DAVID

P'tit DAVID : *Homme politique, vous l'êtes. Mais vous êtes aussi un financier bien connu dans le pays. Le Congo vient d'accéder à l'Initiative PPTE, tout le monde en parle avec grand bruit. Quelle signification le financier que vous êtes donne à cette initiative ?*

Modeste Boukadia : D'abord, je suis consterné lorsqu'on vous dit « Monsieur, vous êtes devenu très pauvre » Alors les gens ouvrent des bouteilles de champagne ! Quand vous avez une entreprise, en l'occurrence le Congo, un pays où il y a beaucoup de compétence

ces dettes qui s'accumulaient condamnation, les créanciers ont chargé les huissiers que sont le FMI et la Banque mondiale de nous saisir. A la suite de ces créances, le Congo ne pouvait plus s'endetter pour financer les projets parce qu'il n'avait plus droit. Avec l'Initiative PPTE, il y a eu annulation, par le FMI et la Banque mondiale, de la part bilatérale de la dette gérée par le Club de Paris, un Club d'Etats qui a des dettes vis-à-vis du Congo ; pour l'instant nous ne savons pas si la part des dettes contractées par le gouvernement du Congo auprès du Club de Londres (Club de Banques privées) va être aussi annulée. On comprend pourquoi le gouvernement a bu le champagne



rope ; les ministres, leurs enfants, leurs épouses et leurs familles ont aussi des passeports diplomatiques ou de service pour aller se faire soigner en Europe. Voilà ce que cela veut dire. Ça veut dire également que les fonctionnaires resteront là où ils sont avec leur trêve sociale, ils n'auront pas d'augmentation de salaires. Je suis étonné que les responsables syndicaux n'en parlent. Je ne sème pas la zizanie ; doit-on comprendre que ceux-ci ont déjà reçu leur quote-part au détriment de leurs affiliés ?

Souvenez-vous, Monsieur le journaliste, peu avant la Conférence Nationale qui devait se

tionale de Prévoyance Sociale) afin que, une fois arrivé à la retraite, les fonctionnaires touchent normalement leur retraite ; les syndicats de ces derniers avaient refusé. La population avait été manipulée pour huer sur le président Youlou pour 2,5% de retenues salariales transformées en vol ! Aujourd'hui, cela veut dire, cher ami, qu'avec l'IPPE, les fonctionnaires ne pourront même pas avoir 1% d'augmentation. C'est ça, l'Initiative PPTE que le gouvernement doit expliquer aux fonction-

naires.

Nous ne devons pas accepter cette idée que le Congo est très pauvre ; oui il est endetté certes mais pas du tout pauvre. Le vrai problème c'est l'apparition de sociétés-écrans ou trusts ou encore de sociétés-relais créés de toute pièce sur les territoires européens, dans des pays où la pression fiscale est basse, pour dissimuler ou capter notre richesse. Bref, pas de sociétés-écrans, pas de créanciers-vautours et donc pas de dettes outrancières qui démontrent la mauvaise gestion du gouvernement. Si on parle de vautour, c'est qu'il y a au moins un ca-

tre fier d'être Congolais, ça non !

P.D. : *Pourtant le pouvoir nous dit que la dette a été époncée, et que l'argent qui devait être payé pour la dette, c'est fini ; l'argent va maintenant rester au Congo. Voilà que vous nous dites le contraire !*

M.B. : Quel argent va rester au Congo ? L'annulation de la dette est une ligne d'écriture virtuelle. Vous avez déjà quelqu'un qui vous a avancé de l'argent vous dire du jour au lendemain : « Monsieur, Madame, vous êtes tellement pauvre, dans toute ma bonté, j'annule mes dettes à votre égard ! » Jamais ni un Etat ni une Institution financière de crédit n'annule les dettes ; elles sont transférées. C'est le principe de l'argent. Ou alors, c'était de la fausse monnaie que le Congo avait empruntée ; dans ces conditions, notre pays participait à du blanchiment d'argent sale ! Il faudrait qu'on m'explique comment un Etat ou une Institution financière, qui consent à nous avancer de l'argent, annule cette dette et quelle raison va évoquer le gouvernement de ce pays à ses contribuables ou quelle écriture comptable l'Institution financière va-t-elle présenter aux actionnaires ? Il y a bien un truc quelque part et c'est ce truc-là que le gouvernement qui a failli doit expliquer au

beaucoup d'atouts en ressources humaines et naturelles ; un pays qui regorge de matières premières dans le sous-sol ; un pays comme le Congo qui ne manque pas de cadres compétents et disponibles, et votre entreprise fait faillite ! On vous met purement et simplement sous tutelle, et vous estimez être très heureux ! Je pense que s'il y a des ministres qui ont crié victoire d'avoir été mis parmi les pays les plus médiocres de la planète, cela montre l'état d'esprit dans lequel se trouvait le président de la République quand il avait dit : « il nous faut des hommes aimant le travail bien fait. ». Un bon père de famille, un gestionnaire qui veille au patrimoine, un ministre qui a la responsabilité de la gestion de notre bien commun, donc qui aime son pays n'aurait pas dit qu'il était heureux lorsqu'on lui annonce « Monsieur, vous avez conduit votre pays à la faillite ; on va gérer à votre place ! »

P.D. : Je vous ai demandé : qu'est-ce que l'Initiative PPTTE ? Répondez d'abord à cette question !

M.B. : L'Initiative PPTTE ? Ce n'est rien d'autre qu'un plan d'ajustement structurel renforcé, plus draconien, plus férocé, plus agressif vis-à-vis des droits sociaux, bref plus inhumain. Notre pays a déjà connu le P.A.S. en 1989-1990 peu avant la Conférence Nationale souveraine. Qu'est-ce à dire ? En un mot : nous avons été saisis par les huissiers internationaux que sont le FMI et la Banque mondiale après que le Congo ait été condamné par les tribunaux internationaux à rembourser les dettes que le gouvernement a contractées. A la suite de non-paiement de

nos dettes, les huissiers se disant « heureux, très heureux », tout simplement cette décision autorise à nouveau le Congo à s'endetter davantage comme le stipule clairement le communiqué de presse du FMI et de la Banque mondiale « ce redressement renforcera les indicateurs de dette afin que le pays (Congo) puisse résister aux chocs externes, bien qu'il soit toujours important pour les autorités de renforcer les capacités de gestion des dettes et de maintenir une politique conservatrice d'emprunts extérieurs » ; en plus simple : le gouvernement est autorisé à s'endetter de plus belle mais en procédant à des ajustements structurels. Cela veut dire qu'il ne va plus y avoir de financement pour les écoles, pour les hôpitaux ; plus de financement pour faire des routes ; il ne va plus y avoir d'augmentation de salaires des fonctionnaires ; enfin bref, cela veut dire que nos enfants, nos petits-enfants vont rester avec les grands parents qu'ils vont continuer d'appeler les grands-parents leurs parents. Cela veut aussi dire que nos étudiants vont continuer d'être mal formés ; nos élèves vont continuer à s'asseoir à même le sol ; cela veut encore dire que lorsque vous aller au CHU ou à l'hôpital de Makélékélé ou tout autre centre de soins de l'Etat implanté sur toute l'étendue de notre territoire, vous devrez d'abord payer ou alors mourir au triage puisque vous n'aurez pas payé les soins.

Pendant ce temps-là, les enfants des ministres, on leur donne des passeports diplomatiques ou de service pour aller faire des études en Eu-

rope... Le FMI et la Banque mondiale ne seraient pas venus frapper à notre porte ! C'est ce système, mis en place à partir de la Société Congolaise des Pétroles et Hydrocarbures (SCPH) à Londres sans en référer ni au Parlement ni aux dirigeants des autres formations politiques, qui appauvrit tout le Congo dont la population paie aujourd'hui le prix fort puisque le Club de Paris (Club d'Etats) s'y retrouve, puisque les huissiers (FMI et Banque mondiale) ont fait leur travail en disant au Congo « Messieurs, vous n'avez pas payé, nous faisons des saisies ! » c'est-à-dire l'Initiative PPTTE pour que le gouvernement redemande un crédit revolving : s'endetter davantage non pour importer les biens d'équipements ou l'amélioration socio-économique en échange des ressources naturelles notamment le pétrole dont la production vient d'augmenter de 25% selon la Société française Total, mais pour continuer à alimenter le réseau des sociétés-écrans pour appauvrir davantage le Congo et ses habitants. Il est important que le Peuple Congolais sache que l'argent n'appartient ni la Banque Mondiale ni au FMI ; ces deux institutions se comportent comme nos bons huissiers de justice qui ont saisi notre pétrole, notre bois, toutes nos ressources.

Alors pourquoi aujourd'hui, personne ne parle. Pourquoi ces ministres qui boivent le champagne lorsqu'on nous a mis dans les PPTTE, ne veulent pas expliquer au peuple ce que c'est l'Initiative PPTTE. Il est important qu'ils expliquent que le peuple va mourir davantage, va être de plus en plus démuné, délaissé sans espoir de s'en sortir, d'être assisté par les services sociaux, que les retraités ne vont plus toucher leur retraite ; bref le peuple va être laissé sur le bord du « Chemin d'Avenir » au profit des seuls gouvernants. C'est ce que cela veut dire parce qu'il ne plus y avoir des routes ; il ne pas plus y avoir de la restructuration pour que l'eau que nous buvons soit potable. Il ne va plus y avoir de l'électricité.

Est-ce le pays que nous avons reçu en héritage de nos Ancêtres ; aujourd'hui bientôt cinquante ans d'indépendance, l'échec est là, patent ! Alors, que va-t-on nous dire dans le rapport des cinquante ans d'indépendance ?

Je voudrais bien que mon grand frère Ernest Ndalla, le théoricien du PCT, nous dise aujourd'hui où en sommes-nous ? Il y a quarante-sept ans, en 1968 le président Youlou avait proposé 25% d'augmentation de salaire chez les fonctionnaires avec 2,5% de retenues pour la CNPS (Caisse Na-

tionale de Prévoyance Sociale) et la Banque mondiale ne seraient pas venus frapper à notre porte ! C'est ce système, mis en place à partir de la Société Congolaise des Pétroles et Hydrocarbures (SCPH) à Londres sans en référer ni au Parlement ni aux dirigeants des autres formations politiques, qui appauvrit tout le Congo dont la population paie aujourd'hui le prix fort puisque le Club de Paris (Club d'Etats) s'y retrouve, puisque les huissiers (FMI et Banque mondiale) ont fait leur travail en disant au Congo « Messieurs, vous n'avez pas payé, nous faisons des saisies ! » c'est-à-dire l'Initiative PPTTE pour que le gouvernement redemande un crédit revolving : s'endetter davantage non pour importer les biens d'équipements ou l'amélioration socio-économique en échange des ressources naturelles notamment le pétrole dont la production vient d'augmenter de 25% selon la Société française Total, mais pour continuer à alimenter le réseau des sociétés-écrans pour appauvrir davantage le Congo et ses habitants. Il est important que le Peuple Congolais sache que l'argent n'appartient ni la Banque Mondiale ni au FMI ; ces deux institutions se comportent comme nos bons huissiers de justice qui ont saisi notre pétrole, notre bois, toutes nos ressources.

Alors vous comprenez que je me sente tout retourné, comme le Peuple Congolais qui est consterné en sachant que des ministres, après avoir bradé la richesse nationale, notre patrimoine commun, boivent le champagne ! Si on soit pauvre, je l'admets, mais qu'on retire notre dignité, no-

Peuple Congolais.

Quel est ce truc, selon vous ?

C'est celui-ci : renforcement des mesures d'austérité en bloquant les salaires des fonctionnaires, limitation du nombre des fonctionnaires, augmentation des contrats vacataires sous-payés, privatisation des entreprises du secteur public au lieu de la sous-traitance qui en contrat avec formation des futurs cadres de gestion et de maintenance, réduction des budgets sociaux ».

En contrepartie, le gouvernement va avoir le droit de s'endetter pour avoir de l'argent, non pour les investissements socio-économiques, mais pour rembourser la dette ancienne et de nouveau avoir encore le droit d'avoir de nouveaux prêts pour faire face aux créances. Entre temps, les comptes privés dans les banques off-shore dans les paradis fiscaux vont recevoir la quote-part ! Voilà pourquoi les ministres boivent du champagne...

L'autre vrai problème de la dette, ce n'est véritablement pas le capital emprunté mais l'intérêt de la dette qui devient avec le temps plus important ; en l'occurrence... Aujourd'hui, je crois qu'il n'est pas loin de 3.000 milliard... de dollars USD. Attention, on ne parle pas de FCFA.

